

# L'IMPOSTURE TAUBIRA

Une partie des électeurs de gauche ont les yeux qui brillent. Voilà enfin notre sauveuse, pensent-ils. Mais, au-delà des envolées lyriques, savent-ils vraiment à qui ils ont affaire ? Un mythe à déconstruire. **PAR HADRIEN MATHOUX**

**S**'ils remplissent des fonctions importantes dans toutes les cultures, les mythes, on le sait, ne se veulent pas un reflet de la réalité. Il en va ainsi du phénomène Christiane Taubira, déesse adulée dans la petite – et, à en croire les sondages, de plus en plus petite! – société de la gauche morale, qui voit en elle une figure providentielle pour la présidentielle. La Guyanaise a annoncé qu'elle présenterait sa candidature à la magistrature suprême si elle l'emportait lors de la primaire populaire, scrutin organisé du 27 au 30 janvier, dont elle est la grande favorite. La voilà donc bien partie pour endosser à nouveau un statut d'égérie du progressisme, peu contesté et pourtant bien improbable. Un coup d'œil sur le parcours de l'ancienne ministre de la Justice suffit en effet pour constater à quel point les fétichismes d'une social-démocratie en mal d'icône peuvent faire perdre pied avec la réalité.

## ► INDÉPENDANCE DE LA GUYANE: RESTE L'IDENTITARISME

Christiane Taubira a fait ses armes politiques en combattant fronta-

lement le pays dont elle souhaite devenir présidente : ses premières années d'engagement, entre 1978 et 1993, sont consacrées à la cause de l'indépendance de la Guyane, en compagnie de celui qui deviendra le père de ses quatre enfants, Roland Delannon. Que reste-t-il de cette période ? Un parti politique, Walwari, assurant l'implantation de Taubira sur ses terres natales... mais aussi un identitarisme à deux vitesses : prêtresse du métissage en France métropolitaine, elle s'était inquiétée en 2006 du trop faible nombre d'expulsions d'immigrés clandestins de Guyane. « *Nous sommes à un tournant identitaire. Les Guyanais de souche sont devenus minoritaires sur leur propre terre* », s'alarme-t-elle alors.

## ► PREMIERS SOUTIENS: BALLADUR ET TAPIE

Âgée de 41 ans, Christiane Taubira fait son entrée sur la scène politique nationale en devenant députée de la Guyane en 1993. Inscrite dans le petit groupe parlementaire République et libertés, elle vote la confiance au gouvernement Balladur, expliquant a posteriori que « *rien dans le discours* » du >

Arnaud Meyer / L'express via Opale



**GRANDE FAVORITE  
DE LA PRIMAIRE  
POPULAIRE,**

Christiane Taubira  
défendait en 2002  
une baisse d'impôts  
pour les plus hauts  
revenus et la retraite  
par capitalisation.  
Et en 2022 ?

► Premier ministre libéral « ne constituait un élément rédhibitoire à [son] vote », indiquant même privilégier la recherche d'un « climat d'apaisement ». Rapidement, Christiane Taubira se rapproche de celui qui deviendra le premier moteur de sa carrière politique : Bernard Tapie. Aux européennes de 1994, elle figure en quatrième position sur la liste Énergie radicale, dirigée par ce dernier, et essentiellement destinée à torpiller celle de Michel Rocard.

## ► LOI SUR L'ESCLAVAGE : LE TRIPLE ENGRENAGE FATAL

Christiane Taubira donne son patronyme à une loi en 2001 : le texte, adopté dans la difficulté, reconnaît la traite négrière transatlantique et l'esclavage comme des crimes contre l'humanité et impose l'enseignement de ces faits à l'école. L'initiative, encore aujourd'hui, fait polémique : outre l'éternel débat sur les lois mémorielles, le contenu de la loi Taubira prend un soin infini à occulter les traites africaine et arabo-musulmane, ainsi que toutes les formes

d'esclavage pratiquées par des non-Européens. Pour Taubira, en effet, les « jeunes Arabes ne [doivent pas] porter sur leur dos tout le poids de l'héritage des méfaits des Arabes ». L'engrenage de la culpabilisation perpétuelle, des infinies revendications communautaires et du double standard permanent était lancé.

## ► CAMPAGNE DE 2002 : LIBÉRALISME ET MÉTISSAGE

Il y a vingt ans, Christiane Taubira était déjà candidate à la présidence de la République. Une candidature baroque, puisque c'est sous la bannière des « laïques-cassoulet » du Parti radical de gauche (PRG) que la Guyanaise lance sa campagne pour une « République qui vous respecte ». Son programme n'est ni radical ni très à gauche : outre une inévitable ode au métissage (« *La France est, comme d'autres nations du monde, un pays mêlé* »), Taubira propose la retraite par capitalisation pour les riches, une baisse d'impôts pour les plus hauts revenus, la suppression des cotisations sociales dans le financement

de l'assurance maladie ainsi qu'une Europe fédérale. Un cocktail peu convaincant, puisqu'elle réalise un score de 2,32 % ; Lionel Jospin, persuadé que ces 660 440 voix lui ont fermé la porte du second tour, lui voue depuis une rancune tenace. « *Dans trois cent cinquante ans, je refuserai encore d'assumer une faute que je n'ai pas commise* », balaie Taubira. Les caciques du PRG lui avaient suggéré de se retirer durant la campagne, mais l'intéressée les avait tancés, fièrement : « *Je monterai à l'échafaud sans baisser les yeux !* » Fera-t-elle de même en 2022 ?

## ► LOI SUR LES SIGNES RELIGIEUX À L'ÉCOLE : LE CHOIX ANTILAÏQUE

Vice-présidente du PRG et réélue députée, Christiane Taubira se distingue à sa manière en février 2004 : elle est l'une des deux seuls députés du groupe socialiste (qui en compte 149) à voter contre la loi qui interdit le port de signes religieux (et notamment le voile) par les élèves dans les écoles publiques. Son discours à l'Assemblée préfigure dans certains de ses accents le décolonialisme, alors que la défense de la laïcité est encore largement majoritaire à gauche : le hidjab est ainsi dépeint comme « *un défi lancé à l'invisibilité institutionnelle de populations refoulées à la périphérie des villes [...], parfois aussi l'expression d'une identité culturelle réduite à une exhibition de croyances* ».

## ► À LA JUSTICE : DES ÉCLATS SANS DÉBOUCHÉS

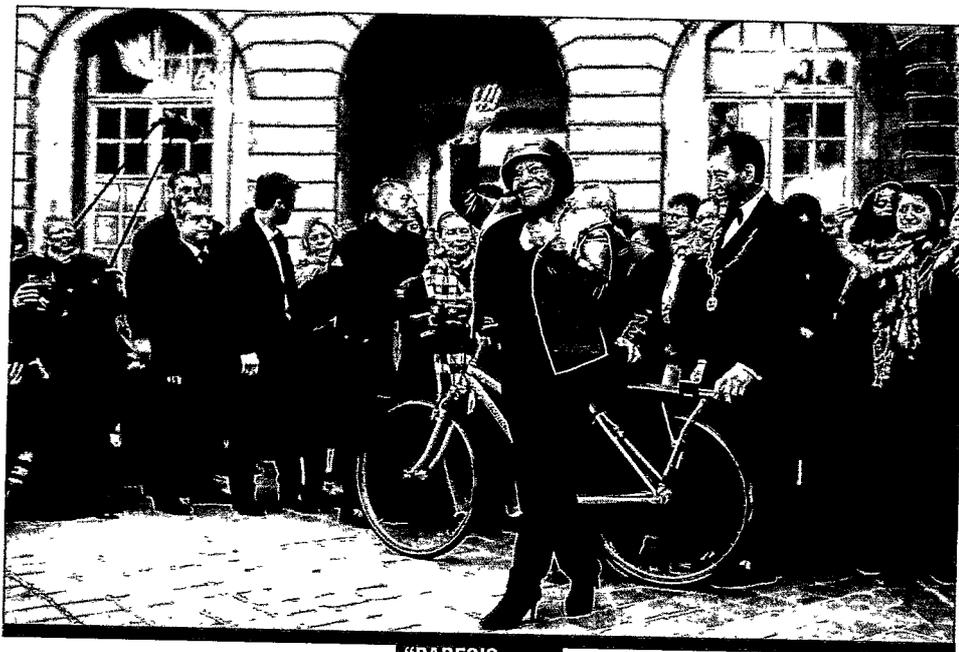
Après plusieurs années passées dans l'ombre, Christiane Taubira revient de manière flamboyante sur la scène politique nationale en 2012, grâce à la victoire de François Hollande, qui la nomme garde des Sceaux. La native de Cayenne brille par son engagement courageux et ses discours lyriques pour défendre la loi sur le mariage pour tous, votée en avril 2013.

**UN BIEN MAIGRE BILAN**  
 Excepté la loi sur le mariage pour tous, votée en avril 2013, le passage de Christiane Taubira Place Vendôme n'aura guère été marquant. Une réforme pénale insignifiante et une refonte de la justice pour mineurs, enterrée par la suite...  
 Ci-dessous, à l'Assemblée, le 23 avril 2013.



Mousse / Abaca

Elle devient la cible de la droite, qui lui reproche son progressisme, son laxisme... et aussi son statut de femme noire : en témoignent les nombreuses injures racistes qui la visent. Son bilan Place Vendôme, en revanche, est bien maigre : une réforme pénale insignifiante, une refonte de la justice pour les mineurs enterrée et une démission à la fin de janvier 2016. « Parfois résister c'est rester, parfois résister c'est partir, pontifie Taubira. Par fidélité à soi, à nous. Pour le dernier mot à l'éthique et au droit. » La ministre invoque le projet d'extension de la déchéance de nationalité pour partir, après avoir fermé les yeux sur la politique économique libérale menée par le gouvernement Valls.



## ► ENTOURAGE : DES COLLABORATEURS TRAITÉS À LA DURE

Les patrons de gauche sont-ils plus tendres avec leurs salariés ? L'exemple de Christiane Taubira invite à répondre par la négative. Au Palais-Bourbon comme au ministère de la Justice, l'intéressée a fait défiler les collaborateurs, essorés par un rythme de travail épuisant et un management parfois décrit comme tyrannique. Place Vendôme, quatre directeurs de cabinet se sont succédé en quatre ans. L'une de ses attachées parlementaires est même allée jusqu'aux prud'hommes en obtenant la condamnation de Taubira en 2004. « Elle a vraiment le profil de la harceleuse, relate un collaborateur dans l'ouvrage *Le Mystère Taubira* (Plon). Elle exploite les gens pour trois francs six sous en leur disant qu'ils ont de la chance de travailler pour elle. » Cette « légende d'ogresse » ne la « dérange pas », elle qui brandit les exemples d'autres assistants ravis de travailler sous ses ordres tout en reconnaissant

que « l'ambiance et le rythme de travail sont effrénés ».

## ► EXEMPLARITÉ : DES APPARTS POUR PAS CHER

C'est à son arrivée au Palais-Bourbon que la vedette de la gauche morale inaugure une habitude ni vraiment de gauche ni vraiment morale : l'occupation de logements à des prix avantageux vu son statut. Lors de son premier mandat de députée, Christiane Taubira s'installe dans un appartement près de la gare de Lyon. Grâce à l'office public d'aménagement et de construction, elle le paie moitié moins cher, un avantage qu'elle défend en expliquant que le remboursement par fonds publics de ses nuits passées à l'hôtel aurait été plus onéreux. En 2016, rebelle : *Marianne* révèle que celle qui est devenue ministre de la Justice occupe un « logement à caractère social », un 96 m<sup>2</sup> qui s'ajoute à son logement de fonction et sur lequel elle économise 700 € par mois...

« PARFOIS RÉSISTER c'est partir, justifiera la ministre de la Justice pour expliquer sa démission à la fin de janvier 2016. Par fidélité à soi, à nous. Pour le dernier mot à l'éthique et au droit. »

grâce à une légère entourloupe, à savoir un dossier déposé auprès de l'organisme immobilier prenant en compte ses revenus de 2013.

## ► POLITIQUE SANITAIRE : LA REINE DE L'AMBIGUÏTÉ

Christiane Taubira a passé toute sa carrière politique à louvoyer, il n'est donc pas prévu qu'elle cesse de pratiquer l'art de la godille. En septembre 2021, prudente, elle a ainsi refusé d'appeler à la vaccination en Guyane, affirmant ne pas « disposer des éléments d'information » nécessaires. Par peur de s'aliéner les antivax, nombreux sur sa terre natale ? En décembre, Taubira persiste dans l'inconsistance, en restant ambiguë concernant le passe vaccinal, expliquant que le gouvernement était « dans son rôle » mais devait « assurer le service public hospitalier ». Sur le thème de la politique sanitaire comme sur tant d'autres – économie, Europe, notamment –, difficile de savoir ce que pense vraiment la quasi-candidate. ■ H.M.



Le 5/7

MATHILDE MUNOS  
5H / 7H

RETROUVEZ LE MARDI À 6H44 HISTOIRES POLITIQUES  
AVEC SOAZIG QUÉMÉNER, RÉDACTRICE EN CHEF POLITIQUE DE

